

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 29 JUIN 2017
D29062017/098**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU,
Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL,
Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB,
Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS,
Isabelle LAPALU, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE,
Bernard BESSAC, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Louis DUCLOU, Bernard LOMBRAIL,
Marie-Dominique DUBOURG, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Daniel JAFFRELOT (pouvoir à Marie LASSERRE)
Michel BAUER (pouvoir à Laurent PEYRONDET)
Pascale MARZAT (pouvoir à Sylvie LAVERGNE)
Evelyne MOULIN (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jean-Jacques LAOUE, Tony TRIJOLET,

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Pascal ABIVEN

**Objet : RESSOURCES HUMAINES : CONDITIONS ET MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES
FRAIS DE DEPLACEMENT DES AGENTS**

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président

Vote : UNANIMITE

Vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Vu l'arrêté du 26 août 2008 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret du 3 juillet 2006,

Il est proposé au conseil communautaire de se prononcer sur les points suivants :

Le cadre général des conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires à la charge des budgets des collectivités territoriales est défini par le décret 2007-23 du 5 janvier 2007.

Le décret prévoit que les collectivités doivent délibérer à titre obligatoire sur le montant forfaitaire attribué aux agents en mission en matière d'hébergement.

Rappel de la définition de la mission : est en mission l'agent en service, muni d'un ordre de mission, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative. L'ordre de mission sera signé par l'autorité territoriale.

1) Cas d'ouverture

Cas d'ouverture	Indemnités			Prise en charge
	Déplacement	Nuitée (1)	Repas	
Mission à la demande de la Collectivité	oui	oui	oui	employeur
Concours ou examens à raison d'un par an	oui	non	non	employeur
Préparation au concours	oui	non	non	employeur
Formations				
Obligatoires (formations d'intégration et de professionnalisation)	oui	oui	oui	CNFPT
De perfectionnement CNFPT	oui	oui	oui	CNFPT
De perfectionnement HORS CNFPT	oui	oui	oui	Employeur
Droit Individuel à la Formation professionnelle CNFPT	oui	oui	oui	CNFPT
Droit Individuel à la Formation professionnelle HORS CNFPT	oui	oui	oui	Employeur

(1) les nuitées seront prises en charge lors des déplacements supérieurs à 50 Kms de la résidence administrative.

2) Bénéficiaires

Tous les agents (titulaires, stagiaires, non titulaires) autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service et hors de leur résidence administrative (territoire de la commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté à titre permanent) sont indemnisés de leur frais de transport sur la base d'indemnités kilométriques et, le cas échéant, de leurs frais de mission.

3) Les conditions de remboursements

En ce qui concerne les concours ou examens, les frais de transport pourront être pris en charge deux fois par année civile, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel.

Les frais supplémentaires de repas seront pris en charge si l'agent se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas du midi et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir.

Les frais divers (taxi à défaut d'autres moyens de locomotion, péages, parkings dans la limite de 72 heures) occasionnés dans le cadre d'une mission ou d'une action de formation seront remboursés sous réserve de présentation des justificatifs de la dépense.

4) Les tarifs

• Frais de déplacements :

Les déplacements sont remboursés sur la base du tarif d'un billet SNCF 2^{ème} classe en vigueur au jour du déplacement ou sur indemnité kilométrique si la destination n'est pas dotée d'une gare SNCF.

Les tarifs des indemnités kilométriques sont fixés par arrêté du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire comme suit :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Au-delà de 10 000 km
De 5 CV et moins	0,25 €	0,31 €	0,18 €
De 6 à 7 CV	0,32 €	0,39 €	0,23 €
De 8 CV et plus	0,35 €	0,43 €	0,25 €

• Frais d'hébergement et de repas :

L'indemnité forfaitaire de remboursement des frais d'hébergement est fixée par arrêté du 3 juillet 2006, dans la limite d'un plafond de 60 €.

Toutefois, à titre dérogatoire, une majoration maximum de 100% est autorisée sur présentation de justificatifs, soit dans la limite des frais réellement engagés, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières.

En ce qui concerne l'indemnité de repas : il sera procédé au remboursement sur justificatifs, au taux de l'indemnité forfaitaire fixée par arrêté, à 15,25 €.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 22/06/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,

DECIDE

- D'approuver les conditions et les modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents, telles que définies ci-dessus.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 31

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 29 JUIN 2017



LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer